

Chaque fois, mon message fut direct : le Canada ne cherche pas à siéger à la table des superpuissances; mais nos vie et notre avenir sont en jeu à cette table. Et il en va de même pour les neuf dixièmes de la population mondiale qui vivent ailleurs qu'aux États-Unis et en Union soviétique. Tous, nous avons le droit et la responsabilité de nous engager et de rappeler aux protagonistes leur appartenance à la race humaine.

Nous avons proposé de donner un élan politique à la Conférence de Stockholm sur les mesures de confiance et de sécurité et sur le désarmement en Europe. Alors que nombre de ponts entre l'Est et l'Ouest s'effondraient, cette conférence a pris une importance qui dépasse son mandat officiel et elle est devenue la seule tribune où se poursuive le processus de détente amorcé à Helsinki.

Nous avons proposé qu'on fasse, de part et d'autre, des efforts au niveau politique en vue de stimuler les négociations de Vienne sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces. Ces pourparlers sont cruciaux en ce qui concerne l'établissement d'un équilibre des forces classiques en Europe centrale, le relèvement du seuil nucléaire et la réduction du risque d'un premier recours hâtif aux armes nucléaires.

Je souhaiterais ouvrir une parenthèse et préciser que les négociations de Genève portent sur une « réduction » des forces. Ces négociations n'ont pas pour but, d'établir un nouvel équilibre à un échelon supérieur mais bien à un niveau inférieur. Et je ne comprends vraiment pas — après tout, je l'ai expliqué maintes fois — pourquoi mes critiques persistent à croire que relever le seuil nucléaire en équilibrant les forces classiques signifié l'établissement d'un équilibre à un niveau supérieur. Le but des négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces est vraiment d'obtenir un équilibre à un échelon inférieur et donc, de relever le seuil nucléaire.

Nous avons proposé des rencontres des cinq puissances nucléaires aussitôt que possible afin que soit créée une tribune où l'on pourra négocier des limites globales et, ultimement, des réductions à leurs arsenaux nucléaires.

Nous avons demandé instamment que soient prises des mesures pour renforcer le Traité sur la non-prolifération. La non-prolifération des armes nucléaires est aussi bien dans l'intérêt des superpuissances et des puissances moyennes que des micro-États. Or, tant que les cinq puissances nucléaires ne manifesteront pas davantage leur intention d'armorcer les réductions prévues dans ce pacte, nous courons le grave danger de voir les engins nucléaires se propager dans de nouvelles régions du globe et exciter les anciennes rivalités.

En définitive, à chaque étape j'ai pressé les dirigeants de s'engager personnellement, de faire de la paix leur préoccupation première, d'exercer le leadership politique qu'exige la gravité de la situation et de relancer le dialogue entre l'Est et l'Ouest.

J'ai fait remarquer au président Reagan qu'il avait, a coup sûr, rendu l'Est conscient de la puissance des États-Unis, mais qu'il n'avait pas réussi à lui communiquer un message de paix. Et j'ai dit aux dirigeants de l'Europe de l'Est que la dureté de leurs déclarations avait entraîné à coup sûr le rejet des propositions les plus constructives du Pacte de Varsovie.